

Jean Fremigacci • Maître de conférences à l'université Paris-I

La vérité sur la grande révolte de Madagascar

Une légende noire entoure l'insurrection de Madagascar en 1947.

Les chiffres de la répression, en particulier, ont été largement surévalués. Les événements de 1947 n'en ont pas moins provoqué un traumatisme dans l'île. Qui dure encore...



Ci-dessus : village malgache incendié par les rebelles (photo parue dans *France-Illustration* du 14 juin 1947). A droite : trois chefs rebelles ; ces clichés ont été pris par les autorités françaises après l'arrestation de ces hommes le 16 octobre 1947.

1

1 et 3 : deux chefs de la région de Moramanga. Le premier a visiblement subi un interrogatoire « musclé ».

2

3

2 : un insurgé de Vatamandry. Il porte la tenue des rebelles : l'akanjobe, tunique en raphia tressé, et un antsy (coupe-coupe).

L'insurrection de Madagascar en 1947, épisode peu glorieux de l'histoire coloniale française, est aujourd'hui aussi célèbre que mal connue. Elle fait partie, en effet, de cette série de grands événements de l'histoire de Madagascar qui ont conservé leur part de mystère. Passions et intérêts particuliers s'en sont emparés dès ses débuts et ont conduit à des interprétations fantaisistes ou simplistes, le déroulement réel des événements étant occulté au profit d'une légende noire. Il est ainsi possible de proférer sans risque les pires énormités : dans *Le Monde* du 19 septembre 1997, Claude Simon, prix Nobel de littérature, parle de « *Madagascar, dont on a longtemps caché qu'on y a tué 100 000 indigènes en trois jours* ». Des images, toujours les mêmes, sont ressassées : prisonniers mitraillés dans des wagons ou jetés d'avions. Et un bilan : 80 000 à 100 000 morts.

Il est vrai que les archives, dispersées, forment un puzzle difficile à reconstituer et que les témoignages sont rares : à Madagascar, l'ignorance de ce qui s'est passé reste grande, les véritables acteurs sur le terrain ayant gardé le silence pendant des décennies, tandis que ceux qui se sont arrogé la parole n'avaient guère qualité pour le faire, qu'il s'agisse des pouvoirs en place, de l'intelligentsia urbaine ou, plus récemment, de la diaspora malgache. Il est resté de l'insurrection une rancœur et des antagonismes ethniques durables. Pour le chercheur, il en résulte un conflit entre mémoire et histoire particulièrement difficile à démêler.

1. DES CAUSES PROFONDES

Les causes de l'insurrection sont d'abord à rechercher dans les tares structurelles du système colonial instauré à la fin du XIX^e siècle : le travail forcé, le code de l'indigénat¹, la justice indigène (confiée aux administrateurs qui cumulent et confondent les pouvoirs) et enfin le racisme de contact colonial au quotidien².

Il convient cependant de les replacer dans une évolution. Le travail forcé (sous ses deux formes principales : les prestations pour l'administration et la réquisition pour le compte des colons)

a connu son apogée entre 1916 et 1924. À l'époque, des responsables coloniaux s'étaient même étonnés qu'il ne provoque pas de révolte. L'idée bien ancrée que les Malgaches étaient d'une résignation sans limite coexista donc, dans la société coloniale, avec la peur d'un complot qui exterminerait les Européens – crainte qu'avait fait naître, en 1916, l'affaire de la VVS³.

Le travail forcé ne toucha que peu l'ouest du pays. Et, dans l'Est, où il dominait, il connut un recul marqué après 1924, même si on en inventa alors une forme nouvelle, le Smotig (Service de la main-d'œuvre pour les travaux d'intérêt général), appliqué de 1926 à 1937 aux jeunes recrutés comme substitut de leur service militaire. Une enquête de 1938 montra par ailleurs que les populations de l'Est étaient les plus mal nourries de l'île – conséquence du développement de cultures marchandes à la place des cultures vivrières. Ces cultures, le café principalement, avaient néanmoins eu le mérite de libérer les paysans de la pression coloniale, en leur permettant de payer l'impôt sans avoir à travailler pour les colons.

La Seconde Guerre mondiale vient ruiner les acquis antérieurs et provoquer une régression très mal ressentie. L'application en 1939 de la loi de 1938 sur l'organisation de la nation en temps de guerre permet un retour en force de la réquisition de main-d'œuvre, divine surprise pour les colons. Après juin 1940, la société coloniale se range derrière Vichy. Dans l'élite malgache, l'image de la France va souffrir d'un discours officiel cette fois ouvertement raciste. Son prestige est également écorné en 1942 lorsque l'île est occupée par les Britanniques.

Plus grave : les déceptions et la colère engendrées par la gestion catastrophique du pays par les gaullistes auxquels les Alliés remirent le pouvoir en 1943 et qui restent en place jusqu'en 1946. Le nouveau gouverneur, le général Legentilhomme, commence par humilier les Malgaches par une proclamation fustigeant « *un détestable retour à l'oisiveté dont ce pays a tou-*

jours souffert ». Les prestations et les peines de l'indigénat sont doublées, et la réquisition étendue. On impose aux populations de l'Est des corvées inepètes comme la cueillette du caoutchouc. Un Office du riz, géré de façon désastreuse, désorganise le fragile marché de l'aliment de base des Malgaches. Résultat : l'année 1944 est, sur le plan démographique, la pire de la décennie, avec un déficit de plus de 25 000 per-

sonnes (sur une population de 4,14 millions de Malgaches).

On impose aux Malgaches corvées et réquisitions

La situation de crise sociale se prolonge sous le gouverneur général de Saint-Mart, un gaulliste historique de l'AEF, dont

le nom est resté attaché aux pires pratiques de l'époque : corruption, marché noir et misère populaire. Lorsqu'il est remplacé en mai 1946, son successeur Marcel de Coppet relèvera avec effarement la désorganisation et l'inefficacité d'une administration qui semblait ne rien percevoir de l'évolution des Malgaches.

Certains groupes souffrent davantage de la situation. C'est le cas des commerçants merina (les Merina étaient l'ethnie alors la plus avancée, occupant historiquement le centre de l'île). Déjà lésés par l'Office du riz et écartés du commerce d'importation, ils dépendent d'un commerce français et indien qui leur impose, par un système de troc, un échange si inégal entre les produits locaux qu'ils collectent et les produits de première nécessité (les tissus en premier) qu'ils vendent au détail qu'ils doivent à leur tour tomber dans le marché noir et subir des condamnations de la justice locale – le mouvement indépendantiste n'aura pas de propagandistes plus zélés... Dans cette économie de pénurie, les cotonnades atteignent des prix si extravagants que beaucoup choisissent de se passer de ce produit de consommation courante. Mais le mécontentement grandit.

En novembre 1945, Léon Reallon, ancien gouverneur retiré à Tananarive (la capitale, actuelle Antananarivo) et très introduit dans les milieux malgaches, résume l'état d'esprit de l'élite

L'AUTEUR

Jean Fremigacci a enseigné à l'université de Tananarive de 1969 à 1988. Parmi ses nombreux travaux sur Madagascar, il a participé à *Histoire d'Afrique. Les enjeux de mémoire* (Karthala, 1999).

REPÈRES CARTOGRAPHIQUES

Un sixième de l'île s'est soulevé



L'insurrection débute les 29 et 30 mars 1947. Elle s'étend dans l'Est, qui a le plus souffert de la colonisation. C'est dans cette région, au climat tropical humide, que se trouvaient les plantations et que les Français ont recouru au travail forcé pour construire les chemins de fer. L'Ouest, plus sec, était lui faiblement peuplé.

NOTES

1. Code qui permet à l'administrateur d'infliger une peine de prison pour des délits déterminés, le non-paiement de l'impôt le plus souvent.
2. Il y avait une forte communauté européenne dans l'île en 1946-1947 : 35 000 sur 4 millions d'habitants.

locale : « Vous nous avez affamés en nous privant de riz par votre stupide réquisition. [...] Vous nous avez fait mourir de froid en réservant les tissus aux seuls Européens. Vous nous tenez en esclavage au moyen de l'indigénat et de votre justice indigène. Vous nous avez menti en nous

disant que vous vous intéressiez à nous alors que vous n'êtes que des exploitateurs. Nous avons lu la charte de l'Atlantique⁴. Nous avons assez souffert. Nous en avons assez. Allez-vous en... »

Dans une pareille conjoncture, l'éveil de l'île à la vie politique, avec l'élection

de deux députés malgaches à l'Assemblée constituante française en octobre 1945, va donner à la crise un tour aigu. En France, on ne perçoit pas la contradiction entre le fait d'intégrer au Parlement des représentants élus des indigènes et le maintien d'un système colonial inchangé. Certes, dans les mois qui suivent, indigénat, travail forcé et justice indigène sont abolis. Mais ces avancées réelles sont, à Madagascar, portées entièrement au crédit des députés Ravoahangy et Raseta, et du MDRM (Mouvement démocratique de la rénovation malgache), le parti nationaliste qu'ils fondent à Paris en février 1946. Le pays va vivre désormais au rythme des élections à répétition (cinq en dix-huit mois) et d'une agitation pré-insurrectionnelle à laquelle une presse locale foisonnante va servir de caisse de résonance.

Aux législatives de novembre 1946, un troisième député, le poète Jacques Rabemananjara, vient rejoindre Ravoahangy et Raseta et va se distinguer rapidement par ses discours incendiaires lors de ses tournées sur la côte est. Sur le terrain, le MDRM recrute en masse des cadres dans la diaspora merina des provinces – commerçants, planteurs, fonctionnaires –, mais aussi parmi les *mpanjaka* (chefs locaux) du Sud-Est, et parmi les anciens tirailleurs rapatriés de France. L'île de France en débarque 6 000 d'un coup à Tamatave (actuelle Toamasina) en août 1946, à qui l'on fait subir une première humiliation, dès leur retour, en leur retirant leurs chaussures militaires.

La masse de la population, elle, ne comprend rien aux pratiques de la vie politique moderne. Mais elle voit le pouvoir se déliter. Elle est sensible au mot d'indépendance, compris comme un retour à l'ordre ancien et une reprise de la terre malgache aux étrangers. Un grand mouvement de désobéissance civile se développe ; dans le Sud-Est, on exclut du tombeau ancestral qui-conque ira travailler pour les *vazaha* (Européens). Les militants du MDRM, à la formation sommaire, entraînés par une illusion lyrique, tiennent un discours fruste : le gouvernement des Français a fait son temps, Ravoahangy est le nouveau maître du pays.

À partir d'octobre 1946, une double évolution va déboucher sur l'insurrection. D'une part, le pouvoir colonial se raidit dans une politique de répression, qui se traduit notamment par l'arrestation de nombreux cadres du MDRM. Parallèlement, au sein du MDRM, grandit un courant radical qui rejette l'idée, pourtant acceptée par les députés, d'une indépendance « dans le cadre de l'Union française », telle que la définit la toute nouvelle Constitution de la IV^e République. Une société secrète, la Jina (Jeunesse nationaliste), noyautée le MDRM : les Français nous ont privés de notre indépendance par la violence, nous devons la reprendre par le même moyen. Ce credo est à l'origine de l'insurrection que la Jina va lancer le 29 mars 1947.

2. UNE JACQUERIE PAYSANNE

Écartons d'abord une thèse répandue, mais fautive, selon laquelle l'insurrection aurait été le résultat d'une manipulation de la sûreté coloniale destinée à écraser le MDRM. Parmi les arguments en faveur d'une telle hypothèse, certains avancent la totale impréparation de la révolte.

De fait, le mouvement démarre le 29 mars sans aucune organisation ni projet d'ensemble. La confusion est aggravée par le fait que, deux jours avant, sur les instances de Ravoahangy et Rabemananjara, le bureau politique du MDRM, découvrant le mot d'ordre de la Jina, envoie à toutes les sections un appel au calme. Le pouvoir colonial voudra y voir plus tard un message codé appelant à la révolte... Bien à tort. Sur le terrain, on constate que ce télégramme démobilisa des militants en de nombreux endroits.

L'insurrection se déclenche uniquement là où les responsables de la Jina prennent sur eux de maintenir le mot d'ordre, faisant miroiter l'aide des Anglo-Saxons. Le député Raseta est ainsi à l'origine du slogan dit « des trois jours » : tenons seulement trois jours face aux Français, et alors Anglais et Américains les contraindront à nous accorder l'indépendance.

Côté malgache donc, personne ne songe à s'engager dans une insurrection

longue et difficile. La grande journée du 29 mars est conçue comme l'aboutissement des luttes engagées depuis un an. « La propagande du MDRM fait prévoir l'indépendance pour le 29 mars », signalent même les renseignements militaires français de Fianarantsoa le 25 mars.

Les 29 et 30 mars, des centaines d'hommes hâtivement rassemblés, armés de sagaies et d'antsy (coupe-coupe malgache), sont lancés contre Moramanga et son camp militaire, contre les villes côtières de Manakara et de Vohipeno, et contre les concessions coloniales de ces districts. Outre les Européens, les insurgés attaquent tous ceux qui sont plus ou moins réputés pro-français, par exemple des membres du Padesm (Parti des déshérités de Madagascar).

Si les Français avaient disposé des moyens militaires qu'ils aligneront quatre mois plus tard, l'insurrection aurait alors été étouffée dans l'œuf. Mais, pour l'heure, ils ne peuvent compter que sur des forces de police, importantes, qui procèdent partout à des arrestations de membres du MDRM. Soumis aux violences policières (supplice de la baignoire et nerf de bœuf), cer-

ZOOM

Raseta, le chef occulte ?



Animé d'un nationalisme exacerbé par les persécutions de l'administration coloniale, Joseph Raseta (1886-1978), élu député en 1946, fonde la même année la société secrète Jina, à l'origine de l'insurrection. Après 1960, il restera dans une opposition intransigeante au régime.



En 1946, le parti nationaliste MDRM est bien organisé. Cette photo prise le 22 décembre 1946 montre au premier plan les fondateurs, dont les deux députés Rabemananjara (1) et Ravoahangy (2). Debout, derrière, le patron régional. Assis au fond, les chefs villageois.

NOTES

3. Py. Viatto, Sakelika, fer, pierre, ramification : société secrète d'étudiants accusée par l'administration de préparer un complot anti-français. La VVS devait largement servir de modèle en 1947.

4. Signée en 1941 par Churchill et Roosevelt, la charte de l'Atlantique affirme le droit des peuples à l'autodétermination.

tains responsables « avouent » ce qu'on veut leur faire dire, et notamment que les députés sont bien les chefs du mouvement. Le 12 avril, Ravoahangy et le poète Rabemananjara sont arrêtés malgré leur immunité parlementaire. Celle de Raseta, alors en France, sera levée le 10 juin, après la dissolution, le 10 mai, du MDRM et des sociétés secrètes.

A la mi-avril, le pouvoir colonial pense que le mouvement, décapité, est voué à s'éteindre rapidement. Or il ne fait que commencer. Le 2 avril, dix districts des provinces de Tamatave et de Fianarantsoa, c'est-à-dire plus de la moitié de la façade orientale de l'île, ont été déclarés en état de siège. Mais, sur les 800 kilomètres qui séparent Tamatave et Farafangana, il n'y a pas un seul soldat français. L'incendie va donc pouvoir se propager, attisé par les exécutions sommaires et les bom-

bardements aveugles et dérisoires auxquels se livrent les Français.

Coupée de ses relations avec les militants des villes, privée de toute direction centrale, l'insurrection se développe, telle une jacquerie paysanne, comme une traînée de poudre. Début avril, elle submerge à l'est de l'île les pays Antemoro et Tanala, puis le pays Betsimisaraka. Vers l'intérieur, elle escalade les Hautes Terres pour toucher en juin la bordure de l'Imérina et le pays Betsileo. Mais l'insurrection restera toujours cantonnée à l'Est. Face à cette marée, tout ce que peuvent faire les Français, c'est tenir les centres côtiers et les voies de communication (deux chemins de fer principalement) entre les Hautes Terres et la côte.

Les modalités de l'insurrection varient fortement suivant les régions. Dans certaines d'entre elles, les cadres

Des pistes rares, d'innombrables rivières, des ponts fragiles, une armée hétéroclite pauvrement équipée : la campagne de « pacification » de 1947-1948 fut, comme au temps de Gallieni, menée par de simples fantassins.



IMAGES

Histoire de Razanakalahy



Trajectoire exemplaire que celle de Michel Razanakalahy, à gauche en gradé de l'armée française, à droite en chef rebelle fait prisonnier en 1948. Bon soldat pendant vingt-deux ans, il finit sa carrière en 1946, adjudant décoré de la médaille militaire. Devenu inspecteur des écoles catholiques, il s'engage résolument dans l'insurrection. Condamné à mort en 1952, il est gracié, puis libéré en 1957.

Jean-Pierre LUCAS

M. RAZANAKALAHY

NOTE

5. Les sociétés fortement structurées comme les Antemoro et les Tanala gardèrent, elles, leur cohésion et limitèrent leurs pertes.

nationalistes merina doivent céder la place à des chefs de guerre locaux plus brutaux, qui accentuent la fragmentation de l'espace insurgé. En pays Betsimisaraka, des chefs souvent étrangers au pays s'affranchissent de tout contrôle et transforment leurs troupes de jeunes et de migrants en bandes de pillards qui transgressent toutes les normes sociales. Les populations, prises entre deux terreurs, sont obligées de fuir en forêt ; elles vont payer un lourd tribut en vies humaines⁵.

Les fureurs paysannes effraient d'autant plus les Européens qu'elles s'accompagnent de pratiques rituelles qui ne sont pas comprises. Or, faire la guerre, pour les paysans de l'Est, c'est d'abord tuer leur ennemi, mais c'est aussi partager collectivement la responsabilité du meurtre en plongeant à tour de rôle la sagaie dans le cadavre, qui est ensuite mutilé, voire coupé en morceaux et jeté à la rivière pour



lui ôter toute chance de retrouver le tombeau de ses ancêtres.

Face à cette poussée de violence, la société coloniale est plongée dans une peur panique. A Tananarive et dans les villes côtières assiégées, où se sont réfugiés les colons de la brousse, il n'est question que des tortures que les rebelles ont infligées à leurs victimes. A côté de drames véridiques, on colporte des récits fantasmatiques de sorciers, d'assauts en masse d'insurgés au cri magique de « *Rano, rano* » (« eau, eau ») censé changer les balles en eau ou de supplice comme celui du chef de poste français de Sahasinaka, prétendument coupé vivant en morceaux par son ami, le médecin merina du lieu. Malgré un démenti formel dès le 17 avril, la rumeur continue à courir – on racontera encore cette histoire à Paris, à l'Académie des sciences d'outre-mer, lors du cinquantenaire des événements en 1997...

3. RÉPRESSION ET CRIMES DE GUERRE

C'est dans ce contexte paranoïaque qu'il faut situer les crimes de guerre commis alors par les forces coloniales. Ils ont revêtu une gravité particulière en deux endroits. A Moramanga, le 6 mai 1947, prétextant une attaque malgache, le commandant de la place mitraille les cadres du MDRM emprisonnés dans des wagons. Cette affaire fait entre 124 et 160 morts, militants MDRM innocents pour la plupart. A Mananjary, où des fusillades terroristes ont lieu entre le 15 avril et le 12 mai, on compte une centaine de morts malgaches, dont 18 femmes et un groupe de prisonniers jetés d'avion. D'autres massacres, dus parfois à la panique des gardes, commis en certaines circonstances de sang-froid, se déroulent à Farafangana, Manakara, Mahanoro, avec, à chaque fois, de 35 à 50 morts...

Ces événements, certes sinistres, ne concernent toutefois que les six premières semaines de l'insurrection, et ont été démesurément amplifiés et généralisés par la rumeur, les passions et la propagande, pour donner naissance à une légende noire, faisant de crimes d'exception la norme de la répression, au prix de ce qu'il faut bien appeler une falsification de l'histoire. On n'a pas hésité à parler de « Moramanga, l'Oradour malgache » pour désigner l'expédition punitive à laquelle se sont livrés une douzaine de Sénégalais le 30 mars 1947 pour venger leurs camarades tués la nuit précédente : mais la quasi-totalité de la population avait déjà évacué la ville. Un type de crime de guerre reste imparfaitement connu : l'exécution sans jugement d'insurgés considérés comme dangereux. Toutefois, d'après nos enquêtes locales, le total en est finalement limité.

Les soldats coloniaux n'avaient en réalité que peu à craindre des *marosalohty*, les porteurs de sagaies. Il n'y eut donc de véritables combats qu'entre avril et juin 1947, et les plus meurtriers ne firent que quelques dizaines de morts. Vu le déséquilibre de l'armement, les insurgés optent très vite pour une stratégie d'évitement ou de simple harcèlement, ne causant que peu de victimes de part et d'autre.

Fin juillet 1947, avec l'arrivée de cinq bataillons nord-africains, les Français peuvent reprendre l'initiative. Mais les moyens alignés – 16000 hommes au début de 1948 – resteront toujours modestes. La reconquête est menée par une dizaine de bataillons, soit 7000 à 8000 hommes, les autres étant maintenus en garnison dans les régions demeures tranquilles, c'est-à-dire les cinq sixièmes de l'île.

Quant à la méthode usitée, elle s'inspire directement de la tactique de la « tache d'huile » jadis employée par Gallieni, premier gouverneur de l'île de 1896 à 1905. La méthode s'avère toujours efficace contre des adversaires pauvrement armés, attachés à un espace limité et communiquant mal entre eux. Le réseau de postes menant des patrouilles incessantes contraignent les insurgés à se soumettre ou à fuir tou-

jours plus loin, tandis que l'on s'efforce de faire sortir de leurs refuges forestiers les populations apeurées et affamées, à qui on offre des vivres, mais aussi ces soins médicaux et ces cotonnades qui leur ont tant manqué depuis 1940. La seule nouveauté par rapport à Gallieni réside dans l'emploi d'une aviation composée d'antiques Junker 52 dont les bombes lancées sans aucune précision ont, à défaut d'efficacité réelle, un effet démoralisant.

L'espace insurgé se réduit donc progressivement. Son dernier bastion tombe en novembre 1948. Symboliquement, il s'agit de l'un de ces massifs forestiers dénommés *Tsiatzombazaha* : « Qui est inaccessible aux Européens... »

Les Français organisent un grand procès public de l'insurrection de juillet à octobre 1948 à Tananarive. Ils croient exorciser ainsi les démons de 1947 ; ce sera un échec. Ce que l'on appelle le « procès des parlementaires » est en fait

le procès de l'état-major du MDRM, 77 personnes qui, pour la plupart, ne sont pour rien dans la révolte. Certes il y a là Raseta, le chef occulte de la Jina. Mais cela ne fait pas l'affaire du pouvoir, qui veut avant tout abattre Ravoahangy, figure charismatique du mouvement national. Il s'agit au final d'un procès politique fondé sur des pseudo-preuves. Ravoahangy est condamné à mort, ainsi que Raseta et quatre autres insurgés, pour montrer aux populations que la France entend rester à Madagascar. Toutes ces peines seront commuées en juillet 1949 en peines de détention à perpétuité.

L'essentiel de la répression judiciaire, qui a moins retenu l'attention, est mené par les tribunaux militaires relayés par les tribunaux et cours criminelles civiles : 5756 Malgaches sont condamnés, dont 865 par les militaires et 4891 par les civils. Au-delà du nombre et de la sévérité des peines, un souci de modération est très vite apparu, car les autorités françaises ont pris conscience de la responsabilité du colonisateur qui a créé les conditions de la révolte. C'est ainsi que sur les 44 peines capitales prononcées par les tribunaux militaires, 8 seulement sont exécutées, et 16 seulement sur les 129 prononcées par les cours civiles. Par le jeu des remises de peine et des amnisties, tous les prisonniers sont libres en 1957.

4. COMBIEN DE MORTS ?

Reste la question du bilan des victimes, pièce essentielle de la légende noire. Certains s'accrochent au chiffre de 80000 à 100000 morts avec pour seul argument le fait qu'il a été avancé par les autorités en 1948-1949. Or il résulte d'une interprétation fautive d'estimations approximatives des militaires⁶. Ceux-ci, au 1^{er} décembre 1948, évaluaient à 80000 le nombre des Malgaches échappant à leur contrôle dans la zone insurgée. Comme, au même moment, le haut-commissaire Pierre de Chevigné se vanta à la radio que plus un mètre carré de l'île n'était hors de contrôle, on décréta que les 80000 personnes manquantes étaient mortes !

Chevigné s'empara du chiffre pour gonfler la responsabilité des parlementaires malgaches condamnés et la gravité des crimes des insurgés qui allaient passer en justice. « Sur 80000 à 100000 morts, proclama-t-il, 75000 doivent être portés au compte des criminels qui ont déclenché cette rébellion, mais pas au compte de la France⁷. » Tout cela n'était que conjectures d'un discours politique. Les données démographiques de l'époque contredisent ce chiffre de victimes. La perte de 80000 personnes (2 % de la population) aurait dû apparaître sur les courbes. Or celles-ci ne portent pas trace du drame : après le creux de 1943-1945, la croissance de la population reprend et s'accélère même de 1946 à 1949.

Le démographe Alfred Sauvy a parlé de « *percussion novatrice* » à propos de

ces événements tragiques pour mettre en évidence leurs conséquences démographiques positives. Car c'est dans ces années 1948-1949 que le pouvoir colonial investit de grands moyens dans la lutte contre le paludisme. Elle va rencontrer un succès complet et inespéré, la population résignée n'osant plus opposer sa traditionnelle résistance passive aux campagnes de nivaquinisation forcée et de pulvérisation de DDT. L'explosion démographique de Madagascar peut alors commencer.

Revenons aux chiffres de la répression. Une enquête de 1950, menée village par village, fournit des listes nominatives totalisant 11162 morts malgaches. Certes, la critique détaillée de ce recensement montre clairement qu'il sous-évalue les pertes. Nombre de femmes, d'enfants surtout, et de migrants décédés ont été oubliés, et le travail a été parfois bâclé. Un peu plus prudent, en 1951, le ministre de la France d'outre-mer François Mitterrand avança devant le Parlement le chiffre de 15000 morts.

Cependant, malgré ses lacunes, cette enquête s'accorde assez bien avec ce que nous savons par ailleurs de l'insurrection grâce aux archives et aux enquêtes de terrain. Aujourd'hui, les estimations que nous pouvons faire des victimes malgaches s'élèvent entre

Le dernier
bastion
tombe
en 1948



Le 15 novembre 1948, Philippe Lehoaha, chef des Tanala du Nord, rédige, sous l'œil d'un légionnaire, un appel à mettre bas les armes. L'insurrection est bien finie.



De juillet à octobre 1948 se tient à Tananarive le « procès des parlementaires », en fait celui de l'état-major du MDRM. Les Français ne font guère d'efforts pour approfondir l'enquête sur la culpabilité, quasi certaine, de Raseta (au centre, avec des lunettes) : ils veulent avant tout abattre le charismatique Ravoahangy (à sa droite), qui n'est pour rien dans la révolte.

30 000 et 40 000 morts : 10 000 victimes de mort violente, à quoi il faut ajouter 20 000 à 30 000 victimes de « mort physiologique », selon la terminologie de l'époque, dues à la malnutrition et à la maladie. Ces pertes, les plus importantes, ont atteint les populations entraînées par les insurgés dans les forêts refuges.

Ce total de 30 000 à 40 000 morts reste fort lourd si on le rapporte aux quelque 700 000 habitants des 10 districts principalement touchés par l'insurrection. Il y a eu des crimes de guerre à Madagascar en 1947 mais pas de volonté exterminatrice. Il n'y a pas de « génocide oublié ».

Toutes les recherches de terrain soulignent toutefois le traumatisme laissé par l'insurrection. En pays Antemoro, Tanala ou Betsimisaraka, son évocation ne suscite aucun enthousiasme patriotique. On ne célèbre pas de hauts faits, ni de héros, même si certains mériteraient ce statut. Les chefs survivants vivent à l'écart, comme Behandry, que nous avons rencontré en 2002 dans sa case solitaire près d'Ampasimanjeva, dans la vallée du Faraony, ensanglantée en 1947. Les citadins qui, en 1957 ou 1967, craignaient une flambée de violence pour l'anniversaire de la révolte se trompaient : les populations de la côte se étaient bien décidées à ne plus se laisser entraîner dans une telle aventure.

Le traumatisme ne provient pas de l'étendue des pertes, mais en premier lieu de la façon dont le sang a été versé. On ne se console pas de s'être

ZOOM

Le vrai bilan

On estime le nombre de morts entre 30 000 et 40 000 : 10 000 victimes de mort violente, réparties entre d'une part les civils victimes des insurgés (2 000 au plus) ou des crimes de guerre coloniaux (entre 1 000 et 2 000) et d'autre part entre 5 000 et 6 000 insurgés tombés face aux militaires français ; et 20 000 à 30 000 victimes de malnutrition et de la maladie.

té entre Malgaches, parfois à l'intérieur d'un même clan. Les animosités entre villages restent vivaces, nous en avons relevé partout. A Vohilava de Mananjary, on ne songe pas à commémorer la victoire du 20 avril 1947, quand le poste français a été pris d'assaut par les insurgés : on est trop conscient qu'il s'agit d'une affaire où des Malgaches ont massacré d'autres Malgaches ; et le récit qui vous en est fait sur place est fort éloigné de la version officielle.

En second lieu, la mémoire populaire a gardé le sentiment aigu d'une tromperie, d'un abandon et d'une manipulation. Une lettre rédigée en novembre 1947 par Victorien Razafindrabe, le grand dirigeant de la région de Moramanga, exhale une longue plainte : le mot d'ordre de la révolte est venu de Tananarive, mais les habi-

tants de la capitale ont abandonné les combattants de la forêt à leur triste sort, en les considérant comme des bêtes sauvages. Et comme on nous l'a dit à Mitanty, en village du Faraony très mobilisé en 1947 : « Ceux qui ont arraché les dents du caïman ne sont pas ceux qui les portent... »

De fait, les populations de l'Est, jetées dans l'insurrection par des leaders de Tananarive et de l'Imerina, se sont retrouvées finalement seules face à la répression militaire. Et les hommes qui sont arrivés au pouvoir dans le Madagascar indépendant de 1960 ont bénéficié de l'écrasement de la révolte : ils sont issus du Padesm, parti favorisé par les autorités françaises à l'issue de l'insurrection, quand le MDRM était lui dissous. Une situation qui va perdurer jusqu'en 2001.

En contrepoint, la répression militaire des Français a été généralement vécue comme modérée : dans la brousse, rares sont les expressions de rancœur contre les Français. Dans les villes, au contraire, la mémoire porte les traces d'une lourde répression policière qui provoqua une peur sociale durable. Elle est aussi nourrie par la légende noire de l'insurrection qui, popularisée par la propagande communiste dans les années 1950, semble se porter aujourd'hui mieux que jamais.

Reste que la mémoire de l'événement est inséparable de l'interminable crise de Madagascar. Elle nous en apprend beaucoup plus sur notre époque que sur la grande île si lointaine. Mais cela est une autre histoire. ■

NOTES

6. Cf. F. Arzalier, J. Suret-Canale, *Madagascar 1947. La tragédie oubliée*. Le Temps des cerises, 1999, pp. 177-189.

7. Discours au cercle de la France d'outre-mer, reproduit dans *Chimats* n° 173, 8 avril 1949.